

LA FORCE DE LA PAIX



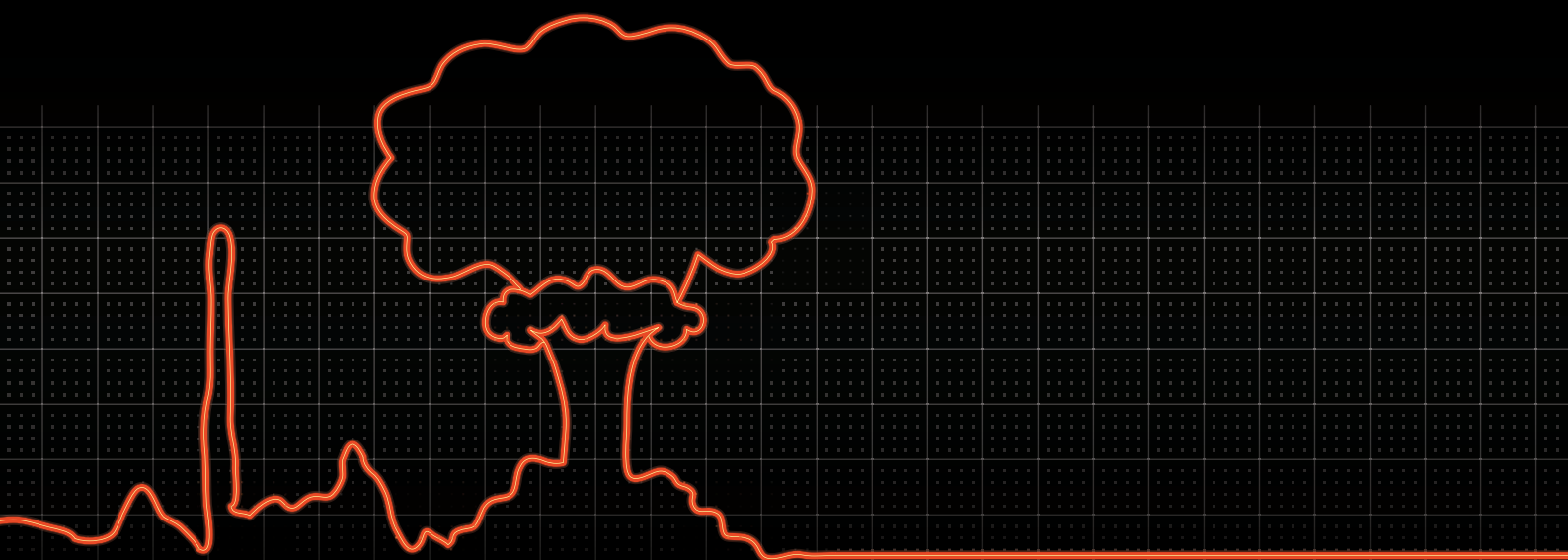
ONUCI

Volume 2 - N° 039

Septembre 2009



Journée internationale de la paix
21 Septembre 2009



ADM - Nous devons désarmer

Agissons pour libérer le monde de la menace des armes nucléaires

Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

EDITORIAL

PROCESSUS ELECTORAL : DES RAISONS D'ESPÉRER

La liste électorale provisoire va prochainement être publiée par la Commission électorale indépendante (CEI). Un pas de plus est en passe d'être franchi dans la dernière étape du processus de sortie de crise.

De fait l'annonce d'un retard dans la publication de cette liste—initialement prévue à la fin août— a fait grincer les dents parmi la classe politique, dont les principaux acteurs piaffaient d'impatience d'en découdre avec leurs adversaires, au sein des populations exacerbées par plus de sept ans de crise, mais aussi des partenaires de la Côte d'Ivoire, frustrés de soutenir à bout de bras un processus qui tardait à montrer les prémises d'un futur succès.

Autant dire que les efforts actuellement en cours pour permettre la publication et l'affichage de la liste électorale provisoire dans les meilleurs délais devraient être salués, appuyés, mais surtout interprétés comme un signe de la volonté des Ivoiriens de mettre derrière eux une des causes de la crise qu'a connue leur pays : un contentieux électoral non résolu.

Signe des temps, la fin de l'identification, le croisement des données issues de cette opération de grande envergure, ont fait taire les sceptiques et autres ivoiro-pessimistes qui se gaussaient des Ivoiriens et de ce qu'ils considéraient comme un manque de volonté politique de leur classe politique.

Malgré les énormes défis logistiques résultant du manque de moyens des institutions de l'Etat, les grèves à répétition du personnel de l'identification, le processus électoral est sur les rails. A tel point que la plupart de ceux qui suivent de près l'évolution de la situation politique en Côte d'Ivoire n'hésitent pas à prédire qu'on n'a jamais été aussi proche de la sortie de crise.

Optimisme démesuré ? On ne saurait le dire, au vu des derniers développements. Les hommes politiques, conscients de l'inéluctabilité des échéances électorales, s'investissent à fond sur le terrain, en multipliant meetings et tournées pour faire adhérer le plus grand nombre de citoyens à leur projet de société.

La précampagne électorale au cours de laquelle, les candidats se déplacent dans des zones en dehors de leurs fiefs traditionnels et qui se déroule sans incident majeur,

est la preuve pour certains observateurs de la maturité politique des Ivoiriens et augure de prochaines joutes électorales apaisées. Qui plus est, la multiplication des dépôts de candidature à la magistrature suprême auprès de la CEI semble démontrer que le système politique naguère décrié, a retrouvé une certaine crédibilité.

Le débat politique, bien que très acharné, est devenu moins violent. Les différentes chapelles ont mis un bémol à leur discours va-t-en guerre des années de braise. Pouvait-il en être autrement ? La population, éprouvée par sept longues années de crise est devenue de plus en plus réticente à céder aux sirènes des extrémistes de tous bords.

Au plan militaire, le désarmement des ex-combattants devrait bientôt être effectif avec les phases de regroupement qui ont commencé à Korhogo, au nord et à Man, à l'ouest. Des milliers d'hommes et de femmes attendent d'être réinsérés dans la vie civile, à travers des programmes mis en place par l'Etat ivoirien, avec l'aide de la communauté internationale.

On s'attend aussi à une issue heureuse dans les négociations entre le gouvernement et les ex-miliciens de l'Ouest, malgré les tensions persistantes entretenues par les anciens supplétifs de l'armée ivoiriennes qui réclament leur prise en compte dans les programmes de réinsertion des ex-combattants.

Alors que le pays entier reste suspendu à la publication de la liste électorale. L'ONUCI demande aux acteurs politiques de savoir raison garder. Les techniciens de la CEI et du principal opérateur technique travaillent d'arrache-pied pour que le fichier soit bientôt mis à la disposition du public. Le processus connaît certes des difficultés, mais, il devrait être mené à terme. Malgré les retards, les élections sont à portée de main.

La communauté internationale qui s'est beaucoup investie en Côte d'Ivoire a donc des raisons de croire que le processus électoral avance à grands pas. Pour sa part, l'ONUCI maintient la promesse qu'elle a faite aux Ivoiriens: elle sera à leur côté, tout au long de la dernière phase de la sortie de crise.

LE CONSEIL DEMANDE AUX ACTEURS POLITIQUES IVOIRIENS DE PUBLIER SANS DÉLAI LA LISTE ÉLECTORALE PROVISOIRE

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni le 30 septembre 2009 a exprimé ses inquiétudes face aux retards accusés dans la publication de la liste électorale provisoire.

Selon le calendrier électoral approuvé par tous les principaux acteurs politiques ivoiriens, la liste devait être publiée depuis le 15 septembre.

Estimant que les délais supplémentaires dans la publication des listes électorales pourraient mettre en péril le calendrier menant à l'élection présidentielle, le Conseil de sécurité a demandé aux acteurs politiques ivoiriens de publier sans délai la liste électorale provisoire.

Le Conseil a annoncé qu'il réexaminerait la situation dans le pays d'ici au 15 octobre 2009. A ce sujet, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi va présenter la semaine prochaine à New York, le 22^e rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur l'ONUCI. Devant le conseil de sécurité, M Choi, fera le point des progrès réalisés et souligner les défis à relever pour la réussite du processus électoral.

Le Conseil a par ailleurs félicité le facilitateur, Blaise Compaoré, du Burkina Faso de continuer ses efforts pour soutenir le processus de paix en Côte d'Ivoire et exprimé en outre son

intention de réagir de façon appropriée, conformément à sa résolution 1880 (2009), vis-à-vis de ceux qui bloqueraient les progrès du processus électoral. D'ici à cette date, il commencera à étudier l'orientation future de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en vue d'une éventuelle réduction des effectifs, en particulier à la lumière des progrès du processus électoral.

Le Conseil de sécurité a réitéré son entier soutien au processus politique de Ouagadougou, ainsi qu'au calendrier électoral qui fixe le premier tour d'une élection présidentielle ouverte, libre, équitable et transparente au 29 novembre 2009.

L'ONUCI DÉBUTE LE TRANSPORT DES URNES ET DES ISOLOIRS

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a débuté le 28 septembre 2009 l'enlèvement du matériel électoral lourd et sensible, stocké au port d'Abidjan pour le placer dans les entrepôts de la Commission électorale indépendante (CEI) à Abidjan et à Yamoussoukro.

Le matériel acquis par la CEI grâce au financement des bailleurs de fonds, est composé de 76 conteneurs comprenant des urnes, des isolecteurs et des kits.

« Cette opération matérialise une nouvelle fois la disponibilité des uns et des autres à créer les conditions d'une gestion efficace du processus électoral et constitue un pas important dans la mise en œuvre du programme logistique du soutien et d'accompagnement de l'ONUCI » a indiqué le Chef de la Division de l'Assistance électorale, Ahmedou El Becaye Seck.

L'opération transport du matériel électoral va durer deux jours en ce qui concerne Abidjan et prendra en compte 37 conteneurs. A partir du site de la capitale économique, l'ONUCI va aider



Une vue du convoi de l'ONUCI © UN / ONUCI

le moment venu, à la distribution du matériel dans les bureaux de vote au sud et à l'est du pays. L'entrepôt de la CEI à Yamoussoukro réceptionnera, quant à lui, le reste des conteneurs à partir du jeudi 1^{er} octobre et la distribution du matériel se fera essentiellement au Nord-ouest.

Une dizaine de semi remorques ont été mobilisées par l'ONUCI et font la rotation entre le port d'Abidjan et le centre de stockage de la CEI sous

escorte de la Force spéciale de la police jordanienne (FPU).

Cet appui logistique de l'ONUCI fait suite à la requête de la CEI d'aider à l'enlèvement du matériel électoral au Port d'Abidjan. Il entre dans le cadre du soutien logistique de l'ONUCI à la CEI en vue de consolider les avancées du processus électoral.

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE, 15 SEPTEMBRE 2009

La Journée internationale de la démocratie est la réaffirmation par la communauté internationale de sa volonté de construire des sociétés participatives et ouvertes fondées sur l'état de droit et les droits de l'homme fondamentaux.

La démocratie n'est pas qu'une fin en soi : c'est aussi un puissant vecteur de progrès économique et social, de paix et de sécurité internationales et de respect des droits et des libertés fondamentales.

Si la démocratie est aujourd'hui encore considérée comme l'incarnation de principes universels toujours actuels et du modèle optimal de la vie politique et sociale, sa progression dans le monde se heurte à des obstacles gigantesques et nombreux. Instaurer ou rétablir la démocratie, préserver les démocraties fragiles et améliorer la qualité des vieilles démocraties exige beaucoup de volonté et de travail.

La responsabilité première du changement démocratique incombe aux sociétés elles-mêmes. La communauté internationale peut, pour sa part, jouer un rôle d'appui capital. En fait, l'ONU est plus sollicitée que jamais pour aider à

consolider les institutions, organiser des élections, instaurer l'état de droit, renforcer la société civile et autres aspects fondamentaux de la démocratie. Cette tendance va sans doute perdurer.

Il s'ensuit que l'Organisation doit constamment évaluer son action, notamment dans un souci de cohérence, compte tenu de la multiplicité de ses initiatives dans ce domaine. La Note d'orientation sur la démocratie que j'ai fait distribuer dans tous les services ainsi que dans les bureaux hors Siège est un premier pas important dans ce sens. Elle définit les paramètres de la démocratie fixés par l'ONU sur la base des principes universels et engage l'Organisation à soutenir la démocratie par des actions cohérentes et rigoureuses fidèles à ses valeurs.

Les principes démocratiques sont consubstantiels au tissu normatif de l'ONU. En cette Journée internationale, renouvelons solennellement l'attachement que nous leur portons ainsi que notre volonté de promouvoir la paix, le développement et les droits de l'homme par la consolidation de la démocratie et de l'état de droit.

*Ban ki Moon,
Secrétaire général des Nations Unies © UN / ONUCI*

LANCEMENT D'UN PROJET D'ASSISTANCE JURIDIQUE DE L'APDH, APPUYÉ PAR L'ONU CI

Un projet visant à améliorer l'accès des populations à l'assistance juridique, initié par l'ONG Action pour la promotion des droits de l'homme (APDH) avec l'appui de L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), a été lancé, le 15 septembre, au siège de la mission à Abidjan.

L'objectif principal du projet des Permanences juridiques de l'APDH est de lutter contre l'impunité en prodiguant gratuitement des conseils juridiques aux victimes de violations des droits humains. Il s'agit également d'aider et d'encourager les victimes à exercer des actions en justice pour faire reconnaître leurs droits.

Félicitant l'APDH pour cette initiative, Mme Saoudatou Foussemi-Moussa, de la Division des Droits de l'Homme de l'ONU CI, a déclaré que le projet

convergeait parfaitement avec l'axe prioritaire de sa division : « Ce projet vise également à lutter contre l'impunité par l'assistance juridique et judiciaires aux victimes, conformément aux actions que nous défendons », a-t-elle dit, tout en insistant sur la nécessité de pérenniser le projet.

L'accès à la justice constitue l'un des facteurs-clé dans la stabilisation du pays et un gage de développement durable, a fait remarquer le Chef de l'Unité Etat de droit, Mme Françoise Simard. « En tant que garant de la confiance des justiciables dans leur système de justice, l'accès à la justice participe à la lutte contre l'impunité et garantit l'équité des armes », a-t-elle dit.

Justifiant la création des permanences juridiques, le président de l'APDH, Hervé Guamene, a expliqué que «

face aux demandes d'assistance juridique de plus en plus nombreuses, l'APDH a jugé opportun de mettre sur pied le projet ». Il a ajouté que l'APDH dispose d'un service juridique composé de juristes conseils et consultants, d'avocats, de magistrats et de greffiers. S'exprimant au nom du Ministre de la justice et des droits de l'homme, Paul Koreki a souligné que le projet s'inscrit parfaitement dans les actions post-crise à encourager. « Que tout le monde contribue à l'émergence d'un Etat de droit » a-t-il lancé.

La centaine de participants issus essentiellement d'organisations œuvrant dans le domaine des droits humains, a échangé avec les panelistes sur le système de l'assistance judiciaire ivoirien ainsi que sur « les permanences juridiques de l'APDH ».

Juliette Amantchi et Eliane Hervo-A.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX : BAN KI-MOON EXHORTE LES PEUPLES DU MONDE ENTIER À S'ASSOCIER À L'EFFORT DE DÉSARMEMENT



Le SG Ban Ki Moon © UN / ONUCI

La Journée internationale de la paix est l'occasion de lancer un appel mondial au cessez-le-feu et à la non-violence. Elle est l'occasion de réfléchir à l'horreur et au coût de la guerre, et à notre devoir de régler les différends par des voies pacifiques. La plupart des victimes du conflit sont les faibles: des civils innocents, des pères et mères de famille et des enfants.

Faute de paix, ils n'ont guère d'espoir d'améliorer leur existence, ni d'échapper à la pauvreté. Souvent, les personnes qui travaillent au profit des faibles sont, elles aussi, prises pour cibles. Journalistes, personnel soignant, travailleurs humanitaires, fonctionnaires des Nations Unies et Casques bleus se retrouvent, tous, victimes d'agressions.

À l'inverse, les combattants, les seigneurs de la guerre, les fournisseurs d'armes et leurs commanditaires persistent à afficher un cruel irrespect pour la vie. À tous, je rappelle, en cette Journée internationale de la paix, qu'il existe une autre voie. Une meilleure voie. La voie de la paix.

Nous devrions trouver un réconfort en ce que les guerres entre nations sont moins fréquentes qu'avant.

La diplomatie et la négociation deviennent de plus en plus souvent la solution. Et même lorsque les États sont déchirés par des dissensions internes, l'histoire montre que la paix peut triompher si on le veut vraiment. À de nombreuses reprises, les partisans de la paix ont réussi à faire taire la voix de la haine.

Le fait que la communauté internationale ait renouvelé son engagement en faveur du désarmement nucléaire m'emplit aussi d'espoir. Voilà pourquoi j'ai lancé la campagne d'action « ADM-Nous devons désarmer! » Tant que de telles armes existeront, nul ne sera à l'abri. En cette Journée internationale de la paix, mon message pour tous est simple: Nous devons désarmer! Nous devons vivre en paix. J'exhorte les peuples du monde entier à s'associer à cet effort.

Soutenez l'Organisation des Nations Unies et faites ce qui est en votre pouvoir pour la paix!



Journée internationale de la paix
21 Septembre 2009



ADM - Nous devons désarmer
Agissons pour libérer le monde de la menace des armes nucléaires.

JOURNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX 2009

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé, du 18 au 21 septembre, en collaboration avec les agences et bureaux du système des Nations Unies et des organisations de la société civile, une série d'activités à travers la Côte d'Ivoire en commémoration de la Journée

internationale de la paix. Ces activités culturelles, sportives et de réflexion ont mis en exergue la paix, les pratiques, comportements et attitudes qui y contribuent, et leur importance pour un processus électoral apaisé.

• Région du Sud Bandama



Une vue des participants au débat © UN / ONUCI

Dans la région du Sud-Bandama, la commémoration a eu lieu dans les villes de Divo et Lakota. Dans les deux villes, le public a eu droit à la projection de films montrant les activités de l'ONUCI ainsi que des débats publics organisés par la mission en collaboration avec la société civile.

Le débat de Lakota, axé sur les élections apaisées, a été retransmis en direct, pendant trois heures, sur les antennes de la radio Lakota. Le Maire de Lakota, madame Ngabro Baté, qui a assisté au débat public, a souhaité que « tous

les ivoiriens et particulièrement ceux du Sud Bandama se tiennent main dans la main pour une sortie de crise durable et définitive ». L'ONUCI a également organisé un concours de poésie de « la paix à Lakota », tandis que le public a élu neuf ambassadeurs de la paix, qui ont reçu pour mandat d'appuyer les autorités et la CEI dans le règlement des conflits électoraux et d'assurer les médiations dans les communautés, le tout sous la houlette du Collectif de la société civile.

A Divo, la cérémonie a été marquée par l'annonce de la réconciliation des responsables de la Coordination des Forces Nouvelles et du Groupement des Patriotes pour la Paix, deux groupes rivaux de la région. Ils ont souligné la contribution de l'ONUCI à ce rapprochement, grâce au séminaire qu'elle a organisé les 26 et 27 août 2009 à l'attention de la Jeunesse du Sud-Bandama.



Photo de famille des ambassadeurs de la paix à Divo © UN / ONUCI

• Région du Denguélé

La Journée internationale de la Paix a coïncidé avec la 3ème étape de l'ONUCI Tour dans le département de Koro. L'ONUCI tour est une caravane de sensibilisation et d'information initiée par la mission onusienne en partenariat avec des acteurs nationaux notamment la Commission électorale indépendante (CEI), pour un environnement électoral apaisé. Les habitants de Koro ont été informés sur l'évolution du processus électoral. Le responsable de la CEI, Siaka Coulibaly les a invités à se rendre dans leurs lieux d'enrôlement pour consulter les listes électorales au moment venu pour s'assurer que leurs noms y figurent et entamer les recours le cas échéant.

La chargée de l'information publique, Fatoumata Ouattara a sensibilisé sur la manipulation de l'information surtout en période électorale. Koro est un village qui n'a aucun accès à l'information. « Nous ne recevons ni la radio ni la télévision.

ce sont les gens qui quittent en ville qui viennent nous informer, on ne sait pas si c'est vrai ou faux » a indiqué le chef Bakayoko Mamadou.



Les chefs coutumiers s'intéressent à l'ONUCI Tour © UN / ONUCI

• Région du Zanzan

Le village de Yézimala, dans la sous-préfecture de Sapli-Sépingo, a accueilli la cérémonie de la Journée internationale de la Paix au son de la fanfare du « Ghanbatt music band ».

Madame Colette Alla, coordinatrice du PNUD/Bondoukou, a interpellé les leaders et les acteurs locaux sur l'intérêt de préserver la paix, facteur de développement, soulignant que « sans la paix rien n'est possible ». A cette occasion, les Chefs des villages environnants, les responsables des femmes, ainsi que la représentante des enfants, ont délivré à tour de rôle, des messages de paix et invité les populations au pardon, à la tolérance, à l'unité et à l'amour.

La journée s'est achevée par une rencontre de foot-ball qui a opposé les jeunes de Yézimala aux fonctionnaires de Sapli-Sépingo. Les fonctionnaires ont remporté le trophée de la paix.



Les jeunes de Yézimala et Sapli-Sépingo unis autour du football © UN / ONUCI

• Région de la vallée du Bandama



Les membres de la société civile et de l'ONU CI ont eu un débat constructif sur la paix © UN / ONUCI

A Bouaké, la société civile a pris une part active à la Table ronde de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) organisée au quartier général du Secteur Est. La société civile de la région s'est engagée à œuvrer au maintien d'un climat apaisé lors des prochaines élections. Elle a particulièrement insisté sur la nécessité pour les chefs traditionnels de maintenir un « devoir de réserve » afin de jouer plus efficacement leur rôle de rassembleurs et de médiateurs au sein des populations. Au nom des chefs traditionnels, des femmes, des jeunes et des médias, Nanan Konan Acatchi, Prince de Djébonoua, Mme Tata Tapsoba, Présidente de l'ONG TERE et Doumbia Soumaila, Président de la Plateforme de la société civile pour la paix et la démocratie, et N'Goran Francis Président de la Coordination des agents de presse de la Vallée du Bandama (CAPVB), ont appelé les leaders politiques à adopter un ton de conciliation et de modération en dépit des divergences d'opinions. A la communauté nationale et internationale, ils ont demandé d'apporter le soutien nécessaire à la Côte d'Ivoire.

• Région des montagnes

Les populations de Mahapleu dans le département de Danané et les membres du personnel de l'ONU CI ont communiqué ensemble à l'occasion de la Journée internationale de la paix. Ils ont échangé sur le mandat, le rôle et les missions des sections de l'ONU CI basé à Man et à Danané. Une simulation de lutte traditionnelle traduisant la lassitude des populations du département à la guerre et un match de gala de football féminin qui s'est soldé par un score de zéro but, ont mis fin à la commémoration de la Journée Internationale de la Paix dans l'Ouest.



L'ONU CI s'est rapproché davantage des villageois de Mahapleu © UN / ONUCI

L'ONUCI RÉALISE DES PROJETS POUR LE BIEN-ÊTRE ET LE DROIT À L'ÉDUCATION DES ENFANTS



Remise symbolique d'équipements par l'ONUCI aux autorités locales de Kromabira © UN / ONUCI

L'*Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) réalise, chaque mois, plusieurs ouvrages au profit de la population ivoirienne. En septembre 2009, la mission a essentiellement destiné ses activités humanitaires au bien être et à l'éducation des enfants.*

Dans le village de Soko, près de Bondoukou, dans le nord-est, l'ONUCI a offert le 4 septembre 2009, un centre d'accueil et d'encadrement d'enfants. Le bâtiment d'un peu plus de 5 millions FCFA a une capacité d'accueil de 205 enfants et est destiné à recevoir des enfants de 2 à 5 ans. C'est une garderie devant garantir un environnement sain, protecteur et stimulant pour les enfants, a expliqué, le chef de la section de la Protection de l'Enfance par intérim de l'ONUCI, Josiane Codja, ajoutant que les parents pourront avoir l'occasion de vaquer librement à leurs travaux champêtres et rentabiliser leurs productions.

Droit à l'éducation

La mission a aussi réalisé, au cours du

mois, trois bâtiments scolaires et offert du mobilier dans le cadre de ses efforts pour contribuer au droit à l'éducation des plus petits. A Dedjean, village de 500 habitants, situé à 36 km de Bloléquin, dans l'ouest, le bataillon béninois de l'ONUCI basé à Guiglo a construit une école primaire et offert 60 tables-bancs pour un coût de 10 millions FCFA. Le général Anis Rahamane de l'ONUCI a appelé les habitants de Dedjean à entretenir l'école et les a encouragé à scolariser leurs enfants.

A Kromabira, un village près de Nassian, à l'est du pays, la mission a équipé une école primaire avec 80 tables-bancs, 4 tables-bureaux, 6 chaises et 2 armoires. Ces dons, selon le Prefet de Nassian, Sounan Koné, vont permettre aux écoliers du village de suivre les enseignements sans être assis à même le sol comme par le passé. Comme dans la plupart des villages, les habitants de Kéi-Gbahi, à 25 km de Ouragahio, ont organisé, le 19 septembre, une fête pour exprimer leur reconnaissance à l'ONUCI, suite à la réhabilitation de deux écoles

primaires.

Les travaux évalués à 8 millions FCFA comprennent aussi la réparation des tables-bancs de l'école et la construction de deux blocs sanitaires pour les élèves et les enseignants. « Qui aurait pensé que l'ONUCI était aussi généreuse ! », s'était écrié le député de Ouragahio et Bayota, Saturnin Gaoudi qui présidait la fête. Les actions humanitaires démontrent, a-t-il dit, la volonté de l'ONUCI de contribuer au développement de la Côte d'Ivoire. « La guerre est bel et bien finie et la population reconnaît en ces casques bleus, ces braves hommes et femmes venus de partout dans le monde, les véritables artisans de cette paix », a ajouté le député Gaoudi.

L'ONUCI réalise des projets à impact rapide, souvent par l'entremise de ses casques bleus, pour soutenir les initiatives locales d'intérêt communautaires et contribuer au soulagement des souffrances de la crise.

Parfait Kouassi

L'ONU CI FORME ET SENSIBILISE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UN CLIMAT ÉLECTORAL APAISÉ



Photo de famille des autorités locales de Divo avec des responsables de l'ONU CI à l'issue du séminaire © UN / ONU CI

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a initié une série de formation et de sensibilisation à l'attention des professionnels des médias, des femmes et de la société civile, dans les régions du sud- Bandama, du Moyen-Comoé et des Lacs. Ces rencontres avaient pour but principal de sensibiliser les populations à l'instauration d'un environnement électoral apaisé.

• Région du Sud- Bandama

A Tiassalé, une quarantaine de journalistes venus de Tiassalé, de Lakota et de Divo se sont dits prêts à travailler pour que le processus électoral se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Après avoir planché sur Le rôle des médias ivoiriens dans le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire » et « La contribution des journalistes à la lutte contre le VIH/Sida », les journalistes de radio et de presse écrite ont égrené un chapelet de doléances pour mieux participer au retour définitif de la paix.

Ils ont demandé à l'Etat ivoirien des

subventions et des aides pour mener à bien leur mission d'information objective des populations sur le processus de sortie de crise promotion de la paix.

A l'attention des institutions internationales, l'ONU CI en particulier, les professionnels des médias ont plaidé pour la pérennisation des actions et outils de sensibilisation comme les forums et les séminaires.

• Région du Moyen-Cavally

A Abengourou, une soixantaine de femmes issues des associations membres de la Fédération des mouvements féminins de la commune d'Abengourou (FEMFECA), ont pris part à l'atelier de formation organisé par la mission onusienne sur le thème : Droits de l'Homme et Protection de la femme contre les violences.

Le séminaire devrait leur permettre de s'impliquer activement dans la protection et la promotion des droits des femmes, d'une part, et dans la lutte contre les violences faites aux femmes,

d'autre part. Le séminaire visait également à contribuer au renforcement des capacités des membres de la FEMFECA dans les domaines des droits de l'Homme et de la protection des femmes contre les violences basées sur le genre.

• Région des Lacs

Assanou, village situé à une vingtaine de kilomètres de Yamoussoukro a connu une ambiance inhabituelle le 5 septembre du fait de l'investiture officielle du comité de paix de ce village et de la séance de sensibilisation à la culture de la paix organisé par l'ONU CI.

Les membres du comité de paix ont pour rôle de renforcer la cohésion sociale entre les différentes communautés.

Le chargé des affaires civiles à Yamoussoukro, Amos Kouakou, les a exhorté ainsi que les villageois à mettre en pratique les connaissances acquises lors du débat sur la non violence et les valeurs de la tolérance.

Le président du comité de paix, Konan Brou Didier, s'est engagé à travailler pour des élections sans violence dans le village. Il a en outre promis la vulgarisation des valeurs telles que la non violence et la tolérance auprès des villageois.

Au cours de tous ces ateliers et séminaires rehaussés par la présence des autorités administratifs des régions, l'ONU CI a réitéré son appui aux activités visant la promotion de la paix et des droits de l'homme.

Les participants se sont engagés pour leur part, à mettre en pratique et à relayer les enseignements acquis lors de ces rencontres.

JOURNÉE D'ÉCHANGES EN FAVEUR DE LA CONSOLIDATION DE LA PAIX À FENGOLO



Les échanges renforcent les liens entre habitants de Fengolo © UN / ONUCI

Lorsque les Nations Unies avec l'appui d'organisations non gouvernementales ont entamé, dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, des médiations qui ont abouti au retour dans leurs villages des personnes déplacées, les habitants de Fengolo ont été parmi les premiers à accepter de se réconcilier. Trois ans plus tard, la co-existence entre ses communautés reste pacifique quoiqu'il existe des tensions liées notamment à la propriété foncière. Pour consolider les acquis obtenus suite aux médiations de 2006, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé, le 25 août, une journée d'échanges et d'informations dans le village.

Fengolo est située à neuf kilomètres environs de Duekoué, qui est, elle-même, à 484 kilomètres d'Abidjan. La route qui va de Duekoué à la localité de Bangolo la coupe en deux. Les autochtones wè [guéré] habitent à gauche. A droite, on trouve les habitations des communautés venues d'autres parties de la Côte d'Ivoire ainsi que des pays limitrophes dont le Mali et le Burkina Faso.

Le conflit armé qui a éclaté en Côte d'Ivoire en septembre 2002 a entraîné le déplacement de milliers de personnes de Fengolo et d'autres parties de l'Ouest de la Côte d'Ivoire. La

médiation conduite par l'ONUCI, des agences et bureaux du système des Nations Unies et des ONGs, a permis le retour des personnes déplacées en 2006. Avec l'appui des instances qui ont participé à la médiation, les habitants de Fengolo ont créé un comité de paix composé de gens des deux côtés de la route. Depuis lors, aucun cas de violence intercommunautaire n'a été enregistré à Fengolo.

La journée d'échanges et d'information avait pour but d'aider à renforcer la cohésion sociale et la paix dans le village. Elle impliquait une équipe pluridisciplinaire de l'ONUCI, dirigée par Severin Agbonoukon, coordonnateur du bureau régional de la Division d'Assistance Electorale, et composée également de membres des divisions des Droits de l'homme, de l'Information publique et de la Police de l'ONU (UNPOL).

M. Agbonoukon a salué les habitants du village pour tous les efforts consentis en faveur de la paix tout en les exhortant à s'accepter mutuellement pour vivre en communauté à l'image de l'ONUCI dont les membres, bien que de plusieurs nationalités – son équipe était composée des ressortissants de l'Argentine, du Bénin, du Cameroun, du Congo et de la Côte d'Ivoire - travaillent ensemble pour un objectif commun.

Cet objectif est l'instauration de la paix en Côte d'Ivoire et, à cette fin, l'ONUCI apporte un soutien au Gouvernement ivoirien dans divers domaines. Expliquant l'appui de la mission au processus électoral, M Agbonoukon a rappelé que la mission a aidé l'Etat à repérer les bureaux de vote, à transporter les équipes qui ont réalisé les audiences foraines, puis les agents d'identification et le matériel qu'ils devaient utiliser, après avoir convoyé celui-ci en Côte d'Ivoire depuis l'Europe. Par ailleurs, il a appelé les populations à s'impliquer dans le processus électoral pour une sortie de crise réussie.

Pour sa part, M. Joseph Wabatinga de la Division de l'information publique a brièvement expliqué le mandat du Bureau, qui comprend, outre la dissémination d'information sur la mission, la promotion de la paix à travers la radio de la mission et des activités de proximité. M. Wabatinga a exhorté la soixantaine de chefs de famille qui ont participé à l'activité à tirer l'exemple de leurs efforts de réconciliation à Fengolo afin de mobiliser toute la population des villages environnants à se préparer à aller aux élections dans un climat apaisé.

Mme Maria Perez de la Division des Droits de l'Homme a insisté sur deux droits fondamentaux : le droit à la paix et le droit à l'égalité. La jouissance des autres droits de base est intimement liée au premier, a-t-elle dit, tout en invitant les habitants de Fengolo à préserver jalousement ce droit pour le bien-être de la communauté et le renforcement de sa cohésion. En ce qui concerne le droit à l'égalité, elle a souligné que, quelle que soit son origine, chacun a droit à un traitement égal.

Présentant le mandat de la police onusienne, Paul Tsama a expliqué que les patrouilles régulières de l'UNPOL dans la région avaient pour but de contribuer à leur sécurité à travers



notamment la collecte et l'échanger d'informations.

Le chef de Fengolo, Kpondé Victor a remercié la délégation pour toutes ces informations qui leur apportait, a-t-il dit, une nouvelle appréhension de la présence de l'ONUCI. Il a demandé à ce que ce genre de visite se multiplie, tout en promettant que son village demeurera la vitrine de la cohésion sociale dans la région.

Les femmes du village, réunies au sein de l'association Adeheke [‘Essayons d’abord’ en langue wè], ont sollicité, par la voix de leur porte-parole, Doué Guinion Marie, une aide pour l'achat de dabas, machettes et bottes ainsi qu'une broyeuse de manioc, pour leur permettre d'accroître leur production.

Prisca Soumahoro

UNE DÉLÉGATION ONUSIENNE ÉVALUE LA COHÉSION SOCIALE À BLOLEQUIN

Une délégation onusienne a visité du 1er au 4 septembre, des villages de la sous-préfecture de Bloléquin pour y évaluer la cohésion sociale, après le retour des déplacés dans les différents villages.

La délégation était composée de représentants du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Sa mission, sollicitée par le sous-préfet de Bloléquin, Koffi Franck Hervé, a couvert six villages : Oulai-Tahibli, Zilebly, Dedjean, Tuambly, Kouadéguezon et Diouya Dokin.

« Nous avons constaté une volonté manifeste de la part de toutes les communautés pour une cohabitation

pacifique dans les villages », a indiqué le chef de la délégation, Soro Benoit, à l'issue de la visite. Les membres de l'équipe onusienne ont cependant affirmé avoir noté des difficultés dans la mise en œuvre des recommandations d'un atelier qui avait eu lieu du 4 au 6 août 2009 à Bloléquin.

Cette formation, qui portait sur la culture du cacao, avait été financée et organisée par l'ONUCI en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'ANADER, au titre de la contribution de la Mission aux efforts des populations vers la consolidation de la cohésion sociale.

« Cette formation a été d'un grand bénéfice pour nous et nos étrangers, car elle nous a permis de maîtriser les techniques de culture, et de bien distinguer les différents produits, en particulier ceux d'entretien du cacao et

ceux destinés à développer le cacao », a déclaré le chef du village de Dedjean, Mona Ouli Victor.

Toutefois, une de ses recommandations - la signature d'un contrat de location de terre entre propriétaires et cultivateurs - a connu des difficultés dans sa mise en œuvre, suite à un climat de méfiance entre populations autochtones et anciens déplacés. Sur ce point, les villageois ont sollicité des acteurs humanitaires un plaidoyer auprès des autorités pour un règlement rapide de cette question.

Remerciant la délégation onusienne pour sa contribution en faveur de la normalisation de la situation à Bloléquin, le sous-préfet l'a assurée de son « implication personnelle pour un règlement complet de toutes les questions résiduelles ».

Fréquences ONUCI FM

ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 • FERKE 104.4 • GUIGLO 93. • KORHOGO 95.3 • MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 • YAMOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3

427 SOLDATS DU CONTINGENT BÉNINOIS DE L'ONUCI DÉCORÉS DE LA MÉDAILLE DES NATIONS UNIES



Le Représentant spécial Adjoint Principal de l'ONUCI, M. Abou Moussa décorant le col. Dorothée Odoulami, Commandant du Beninbat © UN / ONUCI

Le Représentant Spécial Adjoint Principal du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Abou Moussa, a pris part jeudi, à Guiglo, à la cérémonie de remise de médaille à 427 soldats du 11^e contingent béninois de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

M. Moussa a rappelé que la cérémonie était une forme de reconnaissance de la contribution du Bénin à la paix, aux côtés du peuple frère de Côte d'Ivoire. « Il s'agit également d'un hommage rendu par les Nations Unies à votre savoir-faire de soldats, à votre sens aigu du devoir et de l'abnégation, à votre professionnalisme, à votre capacité d'adaptation aux conditions du théâtre des opérations », a-t-il dit aux récipiendaires.

Le Représentant spécial Adjoint

Principal a salué le sens du devoir bien accompli des soldats de maintien de la paix, et leur esprit de générosité vis-à-vis des populations. « Sur le plan civilo-militaire, votre inculturation dans le milieu peut s'apprécier aisément au regard de l'ambiance de solidarité qui se lit sur les visages des habitants à chaque passage à Guiglo », a-t-il ajouté.

Le Commandant du contingent, le Colonel Seïbou Karim, a présenté les activités de ses troupes depuis leur déploiement dans le Moyen Cavally, le 20 mai 2009. « Nous effectuons de jour comme de nuit, des patrouilles ; nous assurons des escortes des personnalités et des matériels des Nations Unies ainsi que la sécurisation des infrastructures et équipements de l'ONU », a-t-il dit.

Le Colonel Seïbou a ajouté que le

bataillon apporte un appui au processus électoral à travers le transport du personnel et du matériel de la Commission électorale indépendante (CEI). Il a aussi cité les actions humanitaires faites par son contingent au profit des populations. Et il a réitéré la détermination du contingent à accomplir sa mission dans le strict respect du mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire avant de réaffirmer son engagement et sa disponibilité à accomplir sa mission dans le respect des lois du pays.

La cérémonie, à laquelle ont assisté le Commandant Adjoint de la Force de l'ONUCI, les autorités locales et des représentants des autorités béninoises, a pris fin par un défilé des casques bleus, suivi d'une exhibition culturelle du Bénin.